

**9^{ème} Congrès de l'AFSP
Toulouse, 5-7 septembre 2007**

Appel à communications

Construire l'immigration comme problème : acteurs et pratiques

Date limite pour proposer une communication : 16 février 2007

Organisateurs :

**Choukri Hmed (Université Paris-I, CMH, CRPS),
Sylvain Laurens (EHESS, LaSSP)**

Discutants : Gérard Noiriel (Directeur d'études, EHESS) et Alexis Spire (CNRS, CERAPS)

1. Problématique de l'atelier

Les discours faisant des historiens de l'immigration des pionniers s'aventurant sur un terrain en friche et des sociologues de l'immigration des chercheurs frappés, par mimétisme, de l'indignité sociale de leur « petit » objet doivent sans doute aujourd'hui être nuancés. Le dynamisme collectif de la communauté des chercheurs réunis autour de cette question n'a sans doute d'égal que l'intérêt croissant des acteurs publics et politiques pour ces enjeux. On voit en effet se multiplier les projets issus de la société civile ou encouragés par les pouvoirs publics qui entendent bénéficier des connaissances acquises en ce domaine. La création récente d'une *Cité nationale de l'immigration*, la multiplication des associations de mémoire, l'inscription de plusieurs mouvements politiques dans l'histoire de l'immigration ou de la colonisation témoignent d'une forte demande sociale dans l'espace public.

Mais dans le même temps, la multiplication, au sein du champ scientifique, des paradigmes aux présupposés en apparence antinomiques, la perpétuelle « redécouverte » de concepts sociologiques au socle épistémique pourtant solidement établi (comme « l'intégration ») mais surtout la subordination du questionnement scientifique aux préoccupations militantes ou médiatiques semblent avoir considérablement affaibli l'autonomie et la cohésion d'une communauté de chercheurs. De la même manière, la domination du champ par des problématiques directement transposées de l'agenda politique et médiatique (on pense ici au thème de la « discrimination » ou aux enjeux mémoriels liés à la colonisation) a non seulement eu pour effet de dicter ses objets à la recherche mais a également conduit à n'envisager la question de l'immigration qu'à l'aune de la « très courte durée » et des discours, en oubliant la dimension *historique* des processus sociaux ainsi que la nécessité de procéder à l'analyse rigoureuse des *pratiques* des acteurs.

L'atelier proposé se veut une contribution modeste à la nécessaire autonomisation des recherches sur l'immigration, particulièrement en science politique. Considérant qu'« il n'y a pas de “problème des immigrés”, il n'y a qu'un problème de l'immigration »¹, nous proposons pour ce faire de retourner en quelque sorte « le viseur » de l'objectivation dans l'autre sens et d'interroger dans cet atelier les processus de construction sociale d'un « problème de l'immigration », à une échelle étatico-nationale et dans la période contemporaine (XX^e siècle).

Ce retournement ne peut se faire qu'à contre-pied des recherches actuelles car, après une rapide estimation auprès du Fichier central des thèses de Nanterre, 80 % des thèses soutenues en France sur l'immigration au cours des vingt dernières années portent en réalité sur les « migrations ». La recherche en sciences sociales semble ainsi se porter naturellement, pourrait-on dire, vers l'étude des diasporas, des recompositions de communautés, s'attachant ainsi à parfaire le modèle de désorganisation-réorganisation mis en place par les sociologues de Chicago.

Prétendant étudier un fait social sans s'interroger nécessairement sur la construction d'un problème social, il est sans doute temps que les chercheurs en sciences sociales se donnent les moyens collectifs de distinguer « migrations » et « immigration » et parvenir ainsi à considérer « l'immigration » comme le produit de « la

¹ Gérard Noiriel, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001, p. 229.

transformation d'un fait social quelconque en enjeu de débat public et/ou d'intervention étatique »². Il s'agit bien, autrement dit, d'un enjeu construit publiquement par des porte-parole et pour lequel le chercheur en sciences sociales n'entend pas se positionner dans les luttes de classement.

En ce sens, il importe de réintroduire dans l'analyse *l'ensemble des acteurs* qui produisent un discours sur l'immigration, en tentant d'étudier la valeur différentielle de leurs ressources propres : hommes politiques, agents de l'État, sociologues, militants, médias... Les questions que l'on souhaite poser à l'objet « immigration » sont donc des questions « classiques » de science politique, qui – curieusement – sont rarement traitées comme telles dans les travaux qui s'en réclament : de quelle manière les « problèmes des immigrés » sont-ils rendus visibles sur la scène publique ? Quels sont les acteurs qui « parlent » au nom des immigrés ? De quelles ressources disposent-ils et comment les font-ils valoir ? Dans quel contexte spécifique ? À l'inverse, quelles sont les situations qui ne parviennent pas à être inscrites à l'agenda politique (local et/ou national) ?

Les axes proposés dans cet atelier s'inscrivent dans cette perspective et doivent permettre de guider les réflexions et les présentations.

2. Axes retenus pour l'atelier

Les différentes contributions devront avant tout permettre de dresser la cartographie des mondes sociaux au sein desquels se construit et se renouvelle un intérêt à porter un « problème de l'immigration » : fonctionnaires, élus, journalistes, porte-parole associatifs... Les axes proposés ici ne sont dès lors qu'indicatifs et ne prétendent pas à l'exhaustivité. L'essentiel est que les propositions de communication aient intégré ce déplacement du curseur vers l'analyse des acteurs qui participent à l'actualisation d'un problème social de l'immigration.

a. *Immigration, État(s) et pratiques administratives : les agents administratifs au-delà de l'exécution des règlements*

Alors que l'ensemble du lexique susceptible de désigner un problème de l'immigration naît au moment de l'installation de la III^e République et est indissociable de l'émergence d'un corps de fonctionnaires spécialisés, peu de travaux intègrent la dimension bureaucratique d'un processus qui reste pourtant inextricablement lié aux rapports entre États et individus. Pourtant, comme le suggèrent un nombre croissant de travaux, les agents de l'État ne sont pas de simples exécutants des *desiderata* venus du champ politique mais participent plus largement à la vie sociale et à sa « problématisation ». Un intérêt tout particulier sera ainsi porté aux contributions qui s'attacheront à étudier les *pratiques* administratives à l'égard des étrangers (du guichet à la haute fonction publique) mais qui, surtout, intégreront le rôle souvent passé sous silence des agents de l'État dans la mise à l'agenda politique d'un problème de l'immigration.

b. *Journalistes, sondeurs et « bons clients » médiatiques*

Les contributions qui permettent de mieux comprendre le rôle joué par les journalistes, les sondeurs, ou les militants (de l'anti-racisme à l'extrême-droite), ont bien sûr toute leur place dans un atelier qui se propose d'intégrer à l'analyse ceux qui sont en mesure de « dire » publiquement l'existence d'un « problème des immigrés ». Un intérêt particulier sera porté aux contributions décrivant les pratiques des acteurs qui, au sein du champ politique ou médiatique, contribuent à modifier plus largement dans l'espace public ce que J. Gusfield appellerait la « forme » (*shape*)³ donnée à cet enjeu.

c. *Invisibilisation, précarisation et silences*

Enfin, du fait social au problème social, la façon dont l'immigration se problématise dans le débat public comporte également ses impensés. Comme tout processus de domination, l'immigration a aussi ses lisières, celle où peu d'acteurs publics ou peu de chercheurs en sciences sociales s'aventurent et qui nous renseignent sur les logiques d'un processus de construction. Priorité sera donnée aux contributions qui donnent à voir les processus sociaux d'invisibilisation de certaines réalités sociales tant dans les discours publics que dans la littérature scientifique la plus courante : clandestins travaillant sur les chantiers, migrants saisonniers du sud de la France, migrations précaires non organisées en diaspora, mouvements sociaux non médiatisés ou inaboutis... Quelles

² E. Neveu, « L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons », *Etudes de Communication*, n° 22, 1999.

³ J. R. Gusfield, "Constructing the ownership of social problems : fun and profit in the welfare state", *Social problems*, n° 36, 1989.

que soient les appartenances institutionnelles ou les perspectives de recherche retenues, toute contribution allant dans ce sens sera considérée avec intérêt.

3. Appel à communications

Les contributions devront obligatoirement comporter une articulation forte entre terrain empirique et questionnement théorique d'une part, et envisager le questionnement dans une perspective historique d'autre part. Les contributions purement programmatiques ne seront pas retenues.

Les organisateurs souhaitent compter sur cinq contributions et se réservent la possibilité de proposer eux-mêmes une contribution sous forme de synthèse. Afin de rendre dynamique et profitable la séance d'atelier, le temps de présentation des communications sera limité à 10 minutes par intervenant. S'ensuivra une discussion globale effectuée par G. Noiriél et A. Spire, ainsi que les organisateurs.

Une suite éditoriale pourrait être donnée à l'atelier sous la forme d'un ouvrage ou d'un numéro de revue thématique.

Choukri Hmed Agrégé préparateur en sociologie et en science politique (ENS Paris-Jourdan) Docteur en science politique Université de Paris-I (CMH, CRPS) choukri.hmed@ens.fr Tél. : 06.70.03.05.22	Sylvain Laurens Ater en science politique (IEP de Toulouse) Docteur en sciences sociales à l'EHESS (Paris) sylvainlaurens@free.fr Tel : 06.98.43.17.34
---	---